

# A Bruxelles, l'opposition aux traités transatlantiques donne de la voix

**Union européenne** Des milliers de personnes ont manifesté contre le TTIP et le Ceta.

**A**u moins 9000 personnes ont manifesté mardi à Bruxelles à l'appel d'une large coalition d'ONG, de syndicats et de partis de gauche contre l'accord commercial conclu entre l'Union européenne et le Canada, et contre celui, en négociation, avec les Etats-Unis (TTIP). Le cortège les a menés jusqu'au rond-point Schuman, devant les sièges de la Commission et du Conseil de l'UE.

## **Alliance D19-20**

### **“Il faut défendre l'agriculture locale”**

**Sébastien Franco**, de l'Alliance D19-20 (de petits producteurs laitiers) s'oppose à ces traités qui, selon lui, favorisent l'agriculture industrielle des grandes exploitations et des multinationales. *“On défend l'agriculture et le producteur paysans. On veut garder les emplois, maintenir une agriculture respectueuse de l'environnement.”* **L.P. (St.)**

## **CSC**

### **Une menace contre le travail décent**

*“Nous réclamons l'arrêt du projet TTIP et du Ceta parce que nous défendons le travail décent, basé sur le développement durable, dans des principes d'un Etat de droit, et que nous voulons que ces principes soient au centre de la politique commerciale internationale”,* explique Thomas Miessen du syndicat chrétien CSC. *“Nous voulons que les droits humains priment sur les droits d'investisseurs, sur la liberté économique.”* **L.P. (st.)**

## **Greenpeace**

### **“Le principe de précaution est bradé”**

**Juliette Boulet**, de l'ONG Greenpeace, estime que *“le principe de précaution est bradé au profit de la négociation avec les Américains. En Europe, on a des solutions durables, il existe des règles pour protéger les citoyens avant la commercialisation de certains produits. Aux Etats-Unis, le processus commence lorsqu'il faut réparer des dommages. Avec le TTIP, les règles seront plus souples, cela nous mettra en danger.”* **L.P. (st.)**

## **Ligue des droits de l'homme**

### **“Le législateur doit garder les mains libres”**

Selon Alexis Deswaef, président de la Ligue de droits de l'homme, le Ceta et le TTIP vont conduire à *“un nivellement vers le bas des droits économiques et sociaux”*. Il estime qu' *“avec ces accords, le pouvoir politique démocratique sera transféré vers les sociétés transnationales”*. Il importe, selon lui, que les législateurs puissent *“garder les mains libres et ne pas avoir peur des poursuites devant les tribunaux d'arbitrage”*. **L.P. (st.)**

## **La réponse de la Commission européenne**

### **Des accords bons “pour l'emploi et la croissance”**

**S'exprimant devant le Parlement fédéral, la commissaire européenne au Commerce**, Cécilia Malmström, a une nouvelle fois tenté de convaincre les députés belges du bien-fondé des accords de libre-échange. Ceux-ci, a-t-elle répété, *“créent de la croissance, de l'emploi et des investissements. Ils sont l'une des solutions pour résoudre la crise économique.”* Selon elle, il n'est nullement question que le traité conclu avec le Canada (le Ceta) débouche sur un nivellement par le bas des normes en vigueur en Europe ou un détricotage des services publics. L'entrée en vigueur de cet accord, que la Commission européenne et Ottawa espèrent signer le 27 octobre, ne constituera absolument pas *“un cheval de Troie”* pour forcer la conclusion des négociations en cours avec les Etats-Unis (le TTIP), a réaffirmé la commissaire. Si les négociations qui ont permis d'aboutir au Ceta ont sans doute manqué de transparence, a-t-elle reconnu, la Commission fait sur ce point de réels efforts en ce qui concerne le TTIP. **G.T.**

## **Mutualités libres**

### **Un danger pour la protection sociale**

**Christian Horemans**, de l'Union nationale des mutualités libres, s'oppose fermement au *“système basé sur un tribunal international qui va décider quelles mesures doivent être prises par les Etats membres”*. Selon lui, des accords tels que le TTIP risquent d'avoir un impact négatif sur la protection sociale en Europe, et notamment sur *“les prix et le type de médicaments qui seront remboursés”*. **L.P. (st.)**